Ecoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.

« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.

Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts», « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

FIFA WORLD CUP Qatar2022

QATAR 2022

Le Mondial de toutes les polémiques

Douze ans après l'attribution, le coup d'envoi de la Coupe du monde au Qatar est dans un mois. Le temps passe et la controverse ne tarit pas.

PAULINE HOFMANN, À DOHA
ROCCO MINELLI

Les parcs de Doha prennent leur visage de fan zones. Les échafaudages gagnent des centimètres chaque jour. Le Mondial, lui, s'affiche partout : le moindre poteau de signalisation, le moindre écran et les façades des immeubles ont pris les couleurs du foot. Dans la capitale du Qatar, les polémiques disparaissent sous l'excitation que chaque pays organisateur ressent à un mois du premier coup de pied dans le ballon. A des milliers de kilomètres de là, la liesse est inversement proportionnelle.

En Europe, on ne parle que de ça… les morts dans les stades, les conditions de travail des ouvriers migrants, les stades climatisés et le boycott. Une fois que le premier coup de sifflet résonnera, le Qatar parviendra-t-il à faire oublier les polémiques ? Dans l'émirat gazier, tout le monde l'espère, certains y croient. Car le Qatar vit depuis douze ans maintenant dans un flot ininterrompu de critiques et polémiques. Doha n'a jamais réussi à se débarrasser du parfum de soufre qui entoure ce Mondial comme aucun autre.

1
Des travailleurs migrants exploités

La réputation de la péninsule n'est plus à faire. Depuis 2013, Amnesty international alerte sur les conditions de travail dans l'émirat et ses 90 à 95 % d'immigrés. Dès 2005, avant même l'attribution, l'ONG de défense des droits humains publiait un rapport sur la question. Depuis, elle n'a de cesse de collecter des témoignages et informations aussi accablants que la chaleur du Golfe.

Pour les défenseurs du Qatar, cet acharnement manquerait cruellement de nuance, oublierait de mentionner les efforts et réformes mises en œuvre à la faveur du Mondial (ou grâce à la pression venue de l'extérieur). D'autres y voient un téléguidage des ennemis du Qatar.

Face aux syndicats internationaux et aux ONG, le Qatar essaie dès 2016 de calmer les foudres internationales et commence à parler d'une réforme de la kafala. Assoupli dès 2019, ce système de tutelle économique privait les ouvriers de toute liberté : interdiction de changer d'emploi, de quitter librement le pays… sans compter les salaires non payés et les passeports confisqués. « Nous nous sommes concentrés pendant des années sur les travailleurs de la construction. Mais plus nous approchons du Mondial, plus nous regardons vers le secteur de l'hospitalité : les gardes de sécurité, chauffeurs de taxi, serveurs et serveuses… », pointe May Romanos, chercheuse à Amnesty.

Aujourd'hui encore, à Doha, aucun travailleur migrant qu'a rencontré *Le Soir* n'était totalement dans les clous de la loi. Mais pas nécessairement pour le pire. Certains, comme Saad, ce chauffeur de taxi soudanais, jouent avec le système pour être plus libres (mais pas forcément gagner plus). D'autres, comme cet ouvrier du bâtiment venu d'Afrique centrale, enchaînent les journées de treize heures, vivent dans des conditions indignes dans les camps de travail de la périphérie de Doha. Au beau milieu de l'été et de ses 47 °C ressentis, des ouvriers s'affairaient dans les rues impraticables.

Pour autant, tous les travailleurs venus d'Asie ou d'Afrique ne subissent pas ces conditions de travail. Et dans tout le Golfe, des travailleurs migrants vivent un enfer chez leurs employeurs saoudiens, qataris ou encore émiratis. Le Qatar pourrait bien être le moins mauvais élève d'une classe de cancres. S'il est indéniable que le cadre légal s'est amélioré, la mise en œuvre des réformes est encore chancelante. Et le manque de coopération et de vues communes entre le ministère de l'Intérieur et celui du Travail est régulièrement pointé comme une faille dans le « bon vouloir » qatari.

Plus nous approchons du Mondial, plus nous regardons vers le secteur de l'hospitalité : les gardes de sécurité, chauffeurs de taxi, serveurs et serveuses…
May Romanos
Chercheuse
à Amnesty international

2
Une morbide bataille de chiffres

Quand il a présenté son maillot noir, couleur de « deuil », l'équipementier danois Hummel a rendu hommage aux « milliers de morts » sur les chantiers des stades. La réaction de l'émirat ne s'est pas fait attendre, rabrouant la marque pour des « informations erronées ».

Depuis des années, la bataille des chiffres est engagée entre les critiques du Qatar et ses défenseurs. Chacun brandissant la mauvaise foi de l'autre.

Dans un rapport d'août 2021, Amnesty international, qui a fourni depuis des années un immense travail d'enquête sur les indignes conditions de travail, évoque « des milliers » de morts.

Mais le plus souvent, on parle de 6.500 morts sur les chantiers des stades comme noir bilan pour le Qatar. Le *Guardian* est le premier à avoir utilisé ce chiffre. Mais le quotidien britannique n'a jamais parlé de 6.500 victimes sur les chantiers. Il a en réalité comptabilisé, sur dix ans, les Indiens, Bangladais, Népalais et Sri-Lankais ayant travaillé au Qatar et qui ont trouvé la mort dans l'émirat. Cette enquête ne dit rien des conditions de décès de ces travailleurs… tout comme elle est susceptible d'être incomplète et passe sous silence ceux morts après leur retour dans leur pays.

Cité par le journal, Nick McGeehan, directeur de FairSquare Projects, une organisation spécialisée dans les droits du travail dans le Golfe, estimait qu'« une proportion significative de ces travailleurs migrants morts depuis 2011 était dans le pays juste parce que le Qatar a gagné le droit d'accueillir la Coupe du monde ».

« Il reste extrêmement difficile de savoir combien de personnes sont mortes de ces conditions de travail extrêmes », admettait Amnesty en 2021. Des certificats de décès mentionnent « mort naturelle » ou « arrêt cardiaque » comme cause de la mort, trop vague. Et les enquêtes post-mortem sont, bien utilement, quasi inexistantes.

A l'autre extrême, le Qatar, lui, reconnaît trois décès liés à l'organisation du Mondial. Un autre acteur, l'Organisation internationale du travail (OIT), a relevé 50 morts sur le lieu de travail (ou immédiatement après un accident) pour la seule année 2020, quand la majorité des stades étaient terminés ou presque. Cette comptabilité est parcellaire, de l'aveu même de l'OIT. Mais sur dix ans, on monterait donc à 500 tués dans des accidents du travail. Tout cela en sachant qu'avant 2018, le black-out était total sur la péninsule.

Des centaines de milliers de travailleurs pauvres vivent dans l'émirat. Les enquêtes, rapports et témoignages tombent par centaines pour dénoncer les conditions de travail.
© ADAM DAVY/PHOTO NEWS.

3
Le lourd bilan écologique

La Fifa a-t-elle été extrêmement naïve ou incroyablement de mauvaise foi en attribuant une compétition d'été à un pays du Golfe ? Il est physiquement éprouvant de faire 300 mètres à pied en extérieur en plein été. Comment alors imaginer des footballeurs courir 90 minutes ?

Face à cette évidence, les organisateurs du tournoi ont une réponse toute trouvée : climatiser les stades de foot. Un espace ouvert. Une solution qui serait inconciliable avec l'ambitieuse promesse de la péninsule : faire du Mondial 2022 une compétition neutre en carbone.

En juin 2021, un rapport de la Fifa suggérait que ce Mondial générerait 3,6 millions de tonnes de CO_2, 5 millions selon l'ONG Carbon Market Watch. Davantage que certains pays en un an et davantage que le 1,5 million de tonnes du Mondial 2018. A titre de comparaison, les JO de Londres en 2012 avaient, eux, généré 3,4 millions de tonnes de CO_2.

Avec un stade démontable, la réfection d'un autre et l'achat de crédits-carbone pour compenser les émissions, le Qatar estime pourtant tenir ses promesses. Et qu'importe si une navette aérienne quotidienne a été mise en place avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis pour combler le manque d'hôtels de Doha. Qu'importe si les pelouses sont arrosées avec une eau certes recyclée, mais désalinisée (et donc très émettrice de CO_2). Les stades du Qatar, eux, sont dans un mouchoir de poche. Mais en pleine crise énergétique et climatique, ces excentricités passent mal. « C'est tout le principe des crédits-carbone qu'il faut revoir si vous n'êtes pas d'accord avec la neutralité carbone », juge Neeshad Shafi, activiste climatique à la tête d'une des rares ONG de la société civile du pays.

Mais la production gazière du pays, son mode de vie luxueux et son manque d'ambition climatique (le pays ne s'est engagé à réduire ses émissions de 25 % d'ici 2030 que l'an dernier) ont tôt fait de lui tailler une sombre réputation.

Mais la question, au fond, repose plutôt dans les mains de la Fifa ou du Comité international olympique : faut-il continuer à organiser des méga-compétitions sportives à une époque de crise climatique ?

4
Une odeur de corruption

Dès la désignation du Qatar, le 2 décembre 2010, beaucoup se sont pincé le nez : l'odeur de corruption et d'arrangement était déjà trop forte. Il faut cependant attendre le 29 janvier 2013 et la publication d'une enquête de *France Football*, le « Qatargate », pour formaliser ces sensations. Celle-ci met en scène le Qatari Mohamed Bin Hammam, ex-représentant de l'émirat à la Fédération internationale de football et ex-président de la confédération asiatique, écarté pour des faits de corruption en 2011. En 2014, le *Sunday Times* ajoute qu'il aurait déboursé 5 millions de dollars pour acheter les suffrages.

Le magazine français rapporte aussi un repas à l'Elysée entre le président de la République à l'époque, Nicolas Sarkozy, Michel Platini, président de l'UEFA à ce moment, et le futur émir, Tamim ben Hamad Al-Thani, notamment. Cette réunion secrète s'est tenue le 23 novembre 2010, quelques jours avant le vote. Quelques mois aussi avant la reprise du PSG par QSI, le bras financier du Qatar. Le n° 1 de la Fifa de 1998 à 2015, Sepp Blatter, qui s'est élevé en même temps que « Platoche » et qui l'a ensuite entraîné dans sa chute pour une affaire de paiement déloyal de 1,8 million d'euros pour laquelle le bénéfice du doute a recommandé au tribunal pénal fédéral de Bellinzone de les acquitter, avait affirmé que « Platini m'a appelé pour m'annoncer qu'il se ravisait, qu'il soutiendrait le Qatar et plus les Etats-Unis : il ne pouvait pas dire non à son président ! »

Fort de ces révélations, Blatter avait rejeté toute implication personnelle : « Je n'ai rien vu (en termes de corruption). Je constate aussi que cette attribution s'est jouée au-dessus de la Fifa avec l'intervention de l'Etat français. La Fifa n'est pas corrompue, seulement certains de ses membres. » Sauf que 20 des 22 représentants du Comité exécutif de la Fifa, qui a tranché en faveur du Qatar, ont été inquiétés pour des faits de malversations…

En 2014, un pressentiment avait fait dire à Blatter que « l'attribution de la Coupe du monde au Qatar avait été une erreur ». Il faisait allusion au climat, mais il n'en reste pas moins que ce choix, ou plutôt son implication indirecte, le rejet de la candidature américaine, a précipité sa propre fin. Il a déchaîné les soupçons anglo-saxons. Le FBI, rencardé par Chuck Blazer – ancien responsable de la Concacaf, décédé en 2017, millionnaire, mais inconnu du fisc US –, avait réalisé un coup de filet spectaculaire dans un hôtel de Zurich, siège de la Fifa, le 27 mai 2015, en marge de l'élection du président de la Fifa, sur la base de quelque 150 millions de dollars de rétrocommissions au sein de l'organisation depuis les années 90. Sous pression, Blatter avait démissionné avant d'être suspendu…

Un troisième acteur a entre-temps pris la scène : Nasser Al-Khelaifi (NAK), le président du PSG, mais surtout ministre sans portefeuille de l'émir. *Libération* a braqué ses projecteurs il y a un petit mois sur NAK, révélant la détention illégale d'un homme d'affaires franco-algérien à Doha, entre janvier et novembre 2020, finalement relâché en échange d'une clef contenant des informations compromettantes pour le Qatar et, notamment, des preuves d'actions corruptives dans l'attribution de la Coupe du monde 2022.

La référence constante du Qatar à la « culture » pour nier les droits des personnes LGBTQI+ détourne la responsabilité des systèmes étatiques abusifs
Human Rights Watch

5
Un flou « utile » sur les droits des LGBTQI+

La couleur arc-en-ciel fleurira-t-elle sur les pelouses du Qatar ? Ces dernières semaines, les capitaines de dix pays (dont la Belgique) se sont engagés à porter un brassard « One Love » contre « les discriminations ». S'il reprend la logique du drapeau arc-en-ciel, ce brassard n'utilise pas les couleurs de la communauté LGBTQI+. Un flou utile.

Le Qatar tente de dissiper le brouillard : « Tout le monde sera le bienvenu au Qatar en 2022, quel que soit sa race, son origine, sa religion, son sexe, son orientation sexuelle ou sa nationalité. Nous sommes une société relativement conservatrice – par exemple, les démonstrations publiques d'affection ne font pas partie de notre culture. Nous croyons au respect mutuel et donc si tout le monde est le bienvenu, nous attendons en retour que chacun respecte notre culture et nos traditions », assuraient les autorités au *Guardian*. Car à l'intérieur du pays, il ne fait pas bon afficher ses revendications queers. L'homosexualité est punie de sept ans de prison.

La déclaration d'un haut responsable qatari avait mis le feu aux poudres en avril : « Si [un fan] brandit le drapeau arc-en-ciel et que je le lui prends, ce n'est pas parce que je veux le prendre pour l'insulter, mais c'est pour le protéger », déclarait Abdulaziz Abdullah Al Ansari à Associated Press. « Quelqu'un d'autre autour de lui pourrait l'attaquer… Je ne peux pas garantir le comportement de tout le peuple. »

A un mois de l'ouverture du Mondial, Doha s'inquiète : tous les bénévoles (majoritairement des travailleurs de la région), tous les membres de forces de l'ordre suivront-ils les recommandations ? Avec son explosion démographique et l'arrivée par dizaines de milliers d'expatriés occidentaux, le Qatar a vécu une libéralisation à marche forcée : l'alcool coule à flots dans les bars et boîtes de nuit de Doha. Mais comme généralement au Moyen-Orient, l'homosexualité y est mal tolérée.

La Fifa n'est pas corrompue, seulement certains de ses membres
Sepp Blatter
Ancien numéro un de la Fifa

Les personnes LGBTQI+ y sont priées d'être discrètes. « Pour vivre heureux, vivons cachés » est en somme la devise de l'émirat. Les démonstrations d'affection, les baisers en public sont mal vus, y compris pour les couples hétérosexuels. « La référence constante du Qatar à la "culture" pour nier les droits des personnes LGBTQI+ détourne la responsabilité des systèmes étatiques abusifs. La "culture" ne doit pas servir de couverture à des discours, des pratiques et des lois qui ont effectivement exclu de la sphère publique les contenus liés à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre », pointe Human Rights Watch.

Le CEO de Qatar 2022, Nasser Al Khater, dans une récente interview au média américain Sky News, a répondu au journaliste qui le questionnait : « Si nous nous tenions la main dans la rue, personne ne nous dirait rien. » Dans de nombreux pays arabes, mais aussi en Asie, se tenir la main entre hommes n'est pas un signe d'affection amoureuse…

6
Boycotts à tous les étages

Face à cette fusée à multiples étages, une réponse simple a émergé : le boycott. Ni les ONG comme Amnesty ou Human Rights Watch, ni les syndicats, ni l'Organisation internationale du travail n'y appellent. Mais la pression venue d'en bas est forte.

Il y a bien eu des appels du pied au sein même de la Fifa pour annuler la compétition, la transférer aux Etats-Unis. Sans succès. Les joueurs de football en ont ensuite fait les frais, puis les dirigeants politiques, les sponsors et les médias. Chacun à son tour, il leur a été demandé de se positionner sur ce Mondial comme aucun autre. Durant la compétition, une dizaine de communes francophones n'installeront pas d'écran géant, comme Braine-le-Comte, berceau d'Eden et Thorgan Hazard. Des cafés de la capitale se sont engagés à tourner le dos à la manne des supporters. Et c'est compter sans les fans qui le promettent : ils ne donneront pas un point d'audimat aux retransmissions.

Dossier réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

KROLL

Il reste extrêmement difficile de savoir combien de personnes sont mortes de ces conditions de travail extrêmes
Amnesty international

23 novembre 2010

Un dîner se déroule à l'Elysée entre le cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, le président français Nicolas Sarkozy, Michel Platini, alors président de l'UEFA, et un dirigeant du PSG. Les participants nient qu'aucune affaire se soit nouée ce soir-là.

2 décembre 2010

Le Qatar est désigné organisateur de la Coupe du monde 2022, en même temps que la Russie pour 2018. Dès le lendemain, un parfum de corruption entoure le vote.

12 juin 2012

L'ONG internationale Human Rights Watch publie un premier rapport sur le droit des travailleurs migrants au Qatar, intitulé « Construire une meilleure Coupe du monde ».

17 juillet 2013

Après des mois de polémique interne, Sepp Blatter, qui a reconnu une « erreur » dans l'attribution, déclare : « Vous ne pouvez pas jouer sous cette chaleur estivale. Bien qu'il soit possible de climatiser les stades, il est impossible de climatiser tout un pays ou l'ambiance d'une Coupe du monde. Nous devons faire preuve de courage et jouer cette Coupe du monde en hiver. »

18 novembre 2013

Amnesty international publie un rapport « La face sombre de la migration: coup de projecteur sur le secteur de la construction du Qatar avant la Coupe du monde ». L'ONG n'a cessé de documenter les abus depuis, publiant une dizaine de rapports.

12 juin 2014

Plainte de syndicats internationaux auprès de l'Organisation internationale du travail, une branche de l'ONU, pour non-respect des standards internationaux.

19 mars 2015

Le comité exécutif de la Fifa entérine la tenue du Mondial 2022 en hiver, une première dans l'histoire.

27 mai 2015

Neuf dirigeants de la Fifa et cinq autres professionnels du sport sont inculpés après une enquête du FBI, qui pointe 47 chefs d'accusation. Sept d'entre eux sont arrêtés en Suisse. L'affaire à tiroirs n'a eu de cesse de se développer depuis. Mais rien n'a pour l'heure pu prouver réellement que le Qatar aurait acheté son Mondial. L'émirat reste relativement épargné par les enquêtes et procès.

16 octobre 2019

Premières réformes de la kafala, système de parrainage abusif en place au Qatar.

23 février 2021

Le journal britannique *The Guardian* publie une enquête dévoilant que 6.500 travailleurs migrants sont morts au Qatar en dix ans, sans préciser les causes des décès. Le chiffre est repris parfois erronément comme bilan humain sur les chantiers des stades.

20 novembre 2022

Match d'ouverture entre le Qatar et l'Equateur.

QATAR 2022

Le Qatar ne s'attendait pas à douze ans de controverses

Face aux polémiques, le Qatar fait le dos rond. Et attend une seule chose : la fin du Mondial. Mais l'émirat garde un goût amer face à ce qu'il considère comme une « hypocrisie » occidentale.

PAULINE HOFMANN
ENVOYÉE SPÉCIALE À DOHA

Dans les hautes tours de Doha, dans les voitures, grosses ou petites, qui filent sur les boulevards de la capitale qatarie, on n'attend plus qu'une chose : la fin du Mondial. Des petites mains, qui voient l'énorme masse de travail qui les attend, aux hautes sphères qui n'en peuvent plus de répondre aux questions, la patience touche à ses limites dans la baie de Doha. Le jour de l'attribution, le 2 décembre 2010, les Qataris s'attendaient-ils à cette pluie de critiques ? Après douze années de controverses quasi ininterrompues, beaucoup en doutent, dans les cercles proches du pouvoir à Doha.

Longtemps, ils ont nié les morts
Raphaël Le Magoariec
Chercheur et spécialiste du sport dans le Golfe

L'organisation de cette Coupe de monde est le paroxysme d'une politique de *soft power* sportif. Avec ce Mondial, enfin, le Qatar allait jouer dans la cour des grands et se faire une réputation à la hauteur de l'événement : devenir le premier pays arabe, au Moyen-Orient, à accueillir cette fête populaire. Le résultat, à un mois du coup d'envoi, c'est que les cinq lettres de l'émirat sont pour beaucoup synonymes d'« esclavagisme » et d'« aberration climatique ».

Durée avant la première polémique ? Moins de 24 heures

Dès le lendemain de l'attribution, les premières polémiques émergent. Le *Sunday Times*, la BBC puis le reste des médias britanniques lancent les accusations de corruption. Le FBI met son nez dans l'affaire et ouvre une enquête.

En parallèle, la stupeur est totale : comment des joueurs peuvent-ils courir sans risque dans la moiteur et la chaleur estivale de Doha ? Les fédérations s'inquiètent, la Fifa se divise.

Puis le sombre bilan du Qatar sur les droits humains prend le relais. Le monde découvre abasourdi les conditions de travail des ouvriers pauvres du riche émirat : une chaleur littéralement mortelle, des cadences infernales, des logements insalubres… et des morts, à n'en pas douter.

Face à la déferlante, c'est silence radio dans la baie de Doha. « Longtemps, ils ont nié les morts », analyse rétrospectivement Raphaël Le Magoariec, chercheur à l'université de Tours et spécialiste du sport dans le Golfe. Les médias occidentaux vont se lasser, imagine-t-on. Il n'en est rien. Les plaintes, les enquêtes, les rapports s'enchaînent jusqu'à aujourd'hui. Les autorités n'ont pas donné suite à nos multiples demandes d'interviews.

Un double jeu ?

« Les dirigeants ont une double culture, passent beaucoup de temps dans les pays occidentaux. N'avaient-ils pas anticipé les polémiques ? », se demande le chercheur français. « N'y avait-il pas une volonté de mettre la pression sur les acteurs de la sphère privée, issue de grandes familles qataries ? Le pouvoir central a de grandes ambitions internationales mais se heurte à une société conservatrice, aux réseaux interfamiliaux dans le Golfe. »

Les dirigeants « pouvaient s'attendre aux critiques les premières années. Mais aujourd'hui, quelle est la raison de cette escalade ? », questionne Mahfoud Amarra, professeur associé à la Qatar University et spécialiste de la politique et du business du sport. « L'idée est que c'est une affaire de politique pour mettre la pression sur le gaz et le pétrole. Ça n'a rien à voir avec les droits humains. »

« A partir de 2016, le Qatar a commencé à mettre en avant un début de réforme de la kafala (un système de "parrainage" abusif répandu au Moyen-Orient, NDLR), qui s'est concrétisée en 2019 », continue Raphaël Le Magoariec. « Nous voyons [dans certaines critiques] un conseil ou une alerte, et nous les prenons au sérieux », défendait dans une rare interview au *Point* l'émir Tamim Ben Hamad Al-Thani. Doha essaie alors de se racheter une image en organisant des tournois de football avec les ouvriers, en développant un contre-discours grâce à des agences de relations publiques. Sans résultats. Cette impression d'une Europe « hypocrite » s'est exacerbée avec le défilé de ministres de l'Energie que cette crise énergétique a poussés au Qatar.

Faire le dos rond

Douze ans plus tard, Doha ne comprend toujours pas réellement l'origine de ces scandales à répétition. Il y voit la main de son frère ennemi des Emirats arabes unis, alimenté par les « double standards » occidentaux. En Europe, nous serions prompts à critiquer le Qatar et à fermer les yeux sur d'autres (le regard va droit vers Israël).

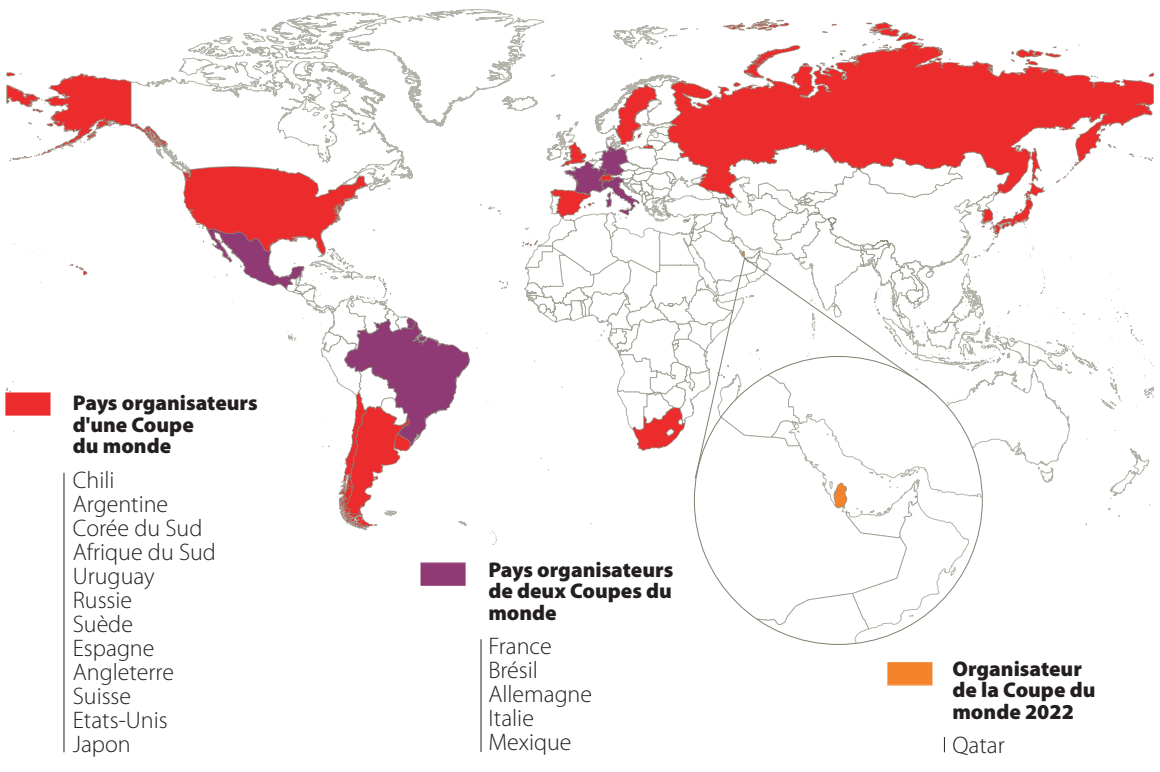
« On n'apprécie pas ce qui est différent de nous, beaucoup de discours sont erronés », pointe une expatriée européenne à Doha, professionnelle du sport qui vit depuis des années au Moyen-Orient. « Je ne défends pas à fond le Qatar. Mais le *bashing* est immense et je pense que ça tient aussi à la religion. Il y a une méfiance générale envers les musulmans. » Questionné par Sky News sur des relents racistes derrière les critiques, le grand patron du Mondial, Nasser Al-Khater, s'est fendu d'un lourd sous-entendu : « Je ne vais pas interpréter les intentions dans les esprits et les âmes des autres. Mais qui sait ? Peut-être. » Il s'est engouffré dans les propos de l'émir, dans *Le Point*, toujours : « Et puis il y a la seconde catégorie de critiques, celles qui se poursuivent quoi que nous fassions. Ce sont des gens qui n'acceptent pas qu'un pays arabe musulman comme le Qatar accueille la Coupe du monde. Ceux-là trouveront n'importe quel prétexte pour nous dénigrer. »

D'une manière générale, à Doha, on s'engouffre dans toutes les failles : les chiffres bancals, l'incohérence des politiques, les critiques à l'emporte-pièce qui ne diraient pas toute la vérité d'un pays sans nul doute complexe.

Face à cette déferlante, les autorités ont lâché l'affaire. Elles le savent : il n'est plus possible de convaincre les Occidentaux de quoi que ce soit. Elles préfèrent alors faire le dos rond, attendre que les deux prochains mois passent. Mais n'oublieront pas.

Ce dossier a été réalisé avec le Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Un premier Mondial arabe



fans La riposte séduit le monde arabe

Si le tournoi est entaché de polémiques, la riposte du Qatar, qui ne convainc pas en Europe, percole chez les fans de la région.
© REUTERS.

P.HN

Savez-vous combien de Coupes du monde se sont déroulées en Afrique ou au Moyen-Orient en 94 ans ? Une seule. En Afrique du Sud, en 2010.

Le 20 novembre, le Qatar sera le premier pays de la région à siffler le coup d'envoi d'un Mondial de foot. Et s'en est toujours vanté. « Nous sommes le premier pays arabe à organiser un tel événement mondial. C'est très important pour la jeunesse, en particulier celle du monde arabe », s'est félicité dans une interview au *Point* l'émir Tamim Ben Hamad Al-Thani. « La première Coupe du monde organisée dans le monde arabe et au Moyen-Orient nous offre une occasion unique de célébrer l'humanité », a abondé Hassan Al-Thawadi, secrétaire général du Comité suprême, instance organisatrice.

Nous sommes le premier pays arabe à organiser un tel événement mondial. C'est très important pour la jeunesse, en particulier celle du monde arabe
Tamim Ben Hamad Al-Thani
Emir

La mélodie sonne bizarrement en Europe, où le Qatar traîne une réputation de grand méchant loup qu'il n'essaie même plus de changer. Mais ses arguments percolent différemment dans le monde arabe. « L'Europe ne doit pas l'oublier : elle n'est pas seule au monde », tranche un homme d'affaires européen à Doha. Avec l'invasion russe en Ukraine, l'unité et l'intransigeance occidentales ont laissé un goût amer à des populations qui n'ont pas vu leurs alliés s'émouvoir autant face aux guerres et aux abus en tous genres au Moyen-Orient. Et les critiques contre le Qatar ne sont qu'une nouvelle émanation d'un « double standard » inlassablement répété. Les velléités de boycott exsudent partout chez nous. On n'en parle pas du tout dans la région.

Un peu moins de 900 Belges ont leur billet. « Nous nous attendons à ce qu'une partie importante soient des expatriés de la région », indique une source diplomatique. Les chiffres ne mentent pas. Dans le top 10 des pays de résidence des fans, le Qatar et ses 3 millions d'habitants prennent sans surprise la pole position. Les Emirats arabes unies et l'Arabie saoudite font aussi bonne figure dans ce classement. « Les frères et sœurs de ma femme, et leurs enfants, seront chez nous pendant un mois », raconte un Marocain, cadre d'un grand groupe, installé depuis 15 ans à Doha. Chaque résident peut accueillir chez lui jusqu'à dix personnes. Et les nombreux Libanais, Egyptiens ou encore Tunisiens qui vivent dans la baie ne se priveront pas.

Une navette quotidienne… par les airs

Face aux prix et à la rareté des hôtels, une partie des supporters devra d'ailleurs faire la navette… en avion. Presque réconciliés après une longue brouille qui a isolé Doha, les voisins du Qatar ont ouvert leurs hébergements aux fans. Au moins 160 vols par jour atterriront dans un des deux aéroports, qui tourneront à plein régime. La compétition s'ouvre donc à une région qui veut diversifier son économie pétro-dépendante avec les touristes.

« Cette édition de la Coupe du monde sera assurément unique et aura des effets aussi positifs que durables sur le Qatar, le Moyen-Orient et le monde arabe », a déclaré mardi dans une conférence de presse Nasser Al-Khater, directeur général de l'événement. Dans une interview à Sky News, il disait aussi son espoir : « Des gens viendront ici pour la première fois et diront : "Je ne savais pas à quoi m'attendre." Et auront trouvé ça incroyable. » « Nous souhaitons que ces visiteurs apprennent les différences entre les cultures, qu'ils découvrent la culture du Qatar, et nous espérons qu'ils auront envie de revenir », disait l'émir au *Point*. Un pari qui sonne étrangement aux oreilles européennes… mais qu'il n'a pas tort de tenter.

Dossier réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.